

du Nouveau-Brunswick et sur sa ligne subsidiaire, le chemin de fer Dominion Atlantic, dans la Nouvelle-Ecosse. Le National-Canadien a été sévèrement critiqué, ces temps derniers, par le premier ministre du Nouveau-Brunswick dans des discours prononcés à Montréal et à New-York. A ce propos, je dois dire que nombre de gens dans les Provinces maritimes ne s'associent nullement à pareilles dénonciations intempestives et hystériques des Chemins de fer nationaux du Canada. Nous sentons que si l'on devait nous juger d'après les propos du premier ministre du Nouveau-Brunswick, on ferait la sourde oreille à nos demandes légitimes. Du reste, nous sommes, comme la population des autres régions du Canada, conscients de notre devoir envers les directeurs du réseau national. Ce devoir nous oblige d'abord à ne pas vomir l'invective parce que nous n'obtenons pas tout ce que nous demandons. En outre, il nous incombe sûrement de faire tout notre possible pour appuyer les efforts des directeurs du réseau national qui cherchent à faire de ce chemin de fer ce qu'il devrait être: un placement de l'Etat canadien qui puisse se suffire sans recourir au trésor public. J'ai parlé, un peu trop longuement peut-être, des relations entre les Provinces maritimes et le reste du Dominion. A présent qu'on me permette quelques mots sur les relations entre le Canada et l'empire. Au cours de la dernière année nous avons fêté le soixantième anniversaire de la Confédération. Ces célébrations ont révélé le Canada à l'univers comme une nation, jeune, consciente de sa force, confiante en l'avenir, foncièrement et sincèrement attachée à l'Angleterre et aux institutions britanniques. On en a vu la preuve dans la réception chaleureuse et spontanée accordée à Leurs Altesses royales le prince de Galles et le prince George, ainsi qu'au très honorable Stanley Baldwin, premier ministre de la Grande-Bretagne, qui étaient les hôtes du Canada voilà quelques mois. En ce moment nous avons le plaisir d'offrir la bienvenue au très honorable M. Amery, secrétaire d'Etat pour les Affaires des Dominions dans le gouvernement britannique, qui visite actuellement le Canada après une tournée en Australie et en Nouvelle-Zélande. D'ici un jour ou deux nous aurons aussi le très grand plaisir et l'honneur de souhaiter la bienvenue à M. Cosgrave, président du Conseil exécutif de l'Etat libre irlandais. Sa visite chez nous me paraît d'autant plus appropriée que la constitution de l'Etat libre irlandais fut calquée sur la constitution canadienne. Voilà des événements de bon augure, découlant de la grande expérience politique lancée à la conférence impériale de 1926 et dont le développement a commencé l'année dernière. Ce qu'ont accompli les délégués à la confé-

[M. Hsley.]

rence impériale de 1926 constitue aux yeux de toute la terre un triomphe sans précédent du génie administratif des peuples britanniques. Le monde n'a jamais rien vu de comparable au "Commonwealth" des nations britanniques. Au Canada, il est vrai, depuis soixante ans et plus, deux nationalités, de race distincte, ont vécu côte à côte en paix et en harmonie; mais l'expérience des autres pays de l'empire n'a pas toujours été aussi heureuse. Tous nous connaissons l'histoire, la triste histoire, de l'Irlande. Nous connaissons aussi l'histoire du Sud africain où, depuis les vingt dernières années, il a surgi des conflits entre ceux qui veulent la rupture des liens qui unissent le pays à l'empire et ceux qui veulent leur maintien. Par moments ces conflits ont été si intenses qu'on n'en pouvait voir qu'une issue: la sécession. Le fait que des représentants de l'Irlande et de l'Afrique du Sud, ait pu prendre place autour d'une même table avec les délégués du Canada, du dominion plus anglo-saxon d'Australie, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Zélande, et de la mère patrie, et élaborer une déclaration de principes donnant satisfaction non seulement à un ou à deux, mais à tous ces dominions, et à la métropole aussi, et qu'ensuite, le président de l'Etat libre irlandais ait pu rentrer chez lui et faire triompher la cause de l'union britannique, et que le premier ministre de l'Afrique du Sud ait pu retourner à ses compatriotes et leur signifier que dorénavant il ne serait plus question de sécession; voilà qui démontre tout ce qu'a accompli la conférence impériale de 1926, et voilà qui établit que ses décisions ont été inspirées par le génie politique le plus honnête et le plus magnanime.

Le discours du trône nous apprend que le gouvernement britannique se fera probablement représenter ici tout prochainement, que le Japon et la France se proposent d'avoir des représentants à Ottawa tandis que le Canada aura ses propres représentants dans leurs capitales. Ces nouvelles coïncidant avec le fait que l'assemblée de la Société des Nations vient d'accorder un siège non permanent au Canada dans son conseil, sont des indices importants de l'avancement des principes et des idéals proclamés à la conférence impériale de 1926.

Je mentionnerai en passant un autre événement de l'année dernière et qui a été d'une grande importance, non seulement pour un parti politique en particulier, mais pour le Canada tout entier. Je veux parler de la première convention nationale du parti conservateur, tenue à Winnipeg au mois d'octobre dernier, et qui prendra place parmi les faits les plus importants de l'histoire de notre pays. Mes observations personnelles m'ont permis de conclure que plusieurs délégués, partis pour